



Le Service Public d'Éducation est en danger

A cette rentrée, il y a 8500 enseignants de moins devant les élèves et 1000 personnels administratifs de moins dans les établissements scolaires et les services .

C'est la mise en œuvre du choix politique de « moins d'école, moins de personnels, moins d'heures de cours ».

C'est une immense régression, le renoncement à un service public d'éducation plus démocratique, au service de la réussite de tous.

C'est le projet d'une école du strict minimum.

« J'ai proposé le non-remplacement de 13 500 départs à la retraite »

(X Darcos, « Libération » du 9/7/2008)

Comme si la saignée de 2008 et des années précédentes ne suffisait pas, le ministre propose d'aller encore plus loin pour la rentrée 2009.

- Qui peut croire qu'on fera mieux réussir tous les élèves dans des classes plus chargées avec moins d'heures de cours et moins d'enseignants formés ?

- Qui peut croire que les écoles, les collèges, les lycées fonctionneront mieux avec moins de personnels administratifs, de vie scolaire, sociaux, de santé, de psychologie ou d'orientation ?

Des choix de restrictions budgétaires habillés d'un discours trompeur...

Une double supercherie : les « moyens cachés », les heures supplémentaires:

Le ministre cherche à faire croire qu'il y aurait des enseignants non utilisés. En réalité, en quelques années, le recours à des personnels précaires s'est amplifié à tous les niveaux.

En multipliant les heures supplémentaires au détriment de l'emploi, en supprimant des milliers de places aux concours, il met en danger la qualité de l'enseignement et les perspectives de débouchés pour les actuels étudiants.

Et comble de démagogie, l'aide aux élèves est renvoyée hors du temps scolaire pour les seuls élèves volontaires.

Dans une société plus inégalitaire, une école qui va tourner le dos à la réussite de tous...

Toutes les mesures prises depuis l'élection de N.Sarkozy vont dans le même sens :

- suppression de 2h de cours à l'école primaire, nouveaux programmes très contestés,
- suppression de la carte scolaire, mise en concurrence des établissements... et des familles,
- remise en cause des diplômes nationaux
- moins d'options dans les lycées,
- un « accompagnement éducatif » aléatoire qui menace l'existence de certaines disciplines dans les collèges,
- dynamitage de la carte des ZEP

Ce que nous voulons,

c'est une école plus juste dans une société plus juste.

Les mobilisations des parents, des lycéens, des personnels de l'éducation l'ont montré l'an dernier : il faut une politique éducative ambitieuse qui réponde aux besoins des élèves, des familles, de la société ; il faut réduire les effectifs des classes, aider les élèves sur le temps scolaire, mieux former les enseignants...

Ne laissons pas faire...

Dès maintenant, exigeons ensemble d'autres choix pour l'école et préparons-nous à riposter.